

## UN AVENIR POUR LES TPE ?

Ce n'est pas un hasard, si après tant d'années d'efforts de communication à destination des "élites", les TPE ont été au cœur de la campagne présidentielle. Alors, on les a parées de toutes les vertus, de toutes les attentions... Est-ce pour enfin prendre les mesures qui s'imposent et sur lesquelles seul le Cerf avait attiré l'attention ?

Les décisions qui seront prises seront essentielles pour l'avenir de la France et de la classe politique. Le droit à l'erreur n'est plus de mise et le levier de la réussite se trouve dans ces très petites, petites et moyennes entreprises, où l'on mesurera leur mise en oeuvre : plus de 20 millions de Français vivent en effet de ces TPE et sont préoccupés par leur vie quotidienne et le devenir du pays qu'ils ont construit. Leur regard et leur jugement seront donc impitoyables.

Ils attendent des mesures fortes, claires et qui leur permettront de redevenir les acteurs qu'ils ont toujours été, créateurs d'emplois et de richesse, vivant de leur travail, et, par lui, contributeurs citoyens et solidaires.

S'appliquant à ceux qui produisent la richesse ensuite redistribuée, ces décisions ne sauraient être entravées par un quelconque chantage, extérieur à ces entreprises.

L'emploi et la prospérité ne reviendront que par la capacité que la France développera à rendre le travail attractif et source d'espoir. Il n'est plus tolérable que les patrons soient de plus en plus nombreux à ne pas gagner le smic.

Nous saluons donc la prochaine application des propositions du Cerf de détaxer et défiscaliser les heures supplémentaires.

Il faut lutter efficacement contre les défaillances d'entreprises et pour cela, tendre la main aux patrons avant que l'inéluctable ne survienne : la France ne peut plus se permettre d'être le leader de l'OCDE en nombre d'entreprises détruites et supprimer 270 000 emplois chaque année par négligence.

Il faut également actionner tous les leviers qui agissent positivement sur la trésorerie de ces entreprises. Sans ce carburant essentiel, impossible d'avancer et la croissance restera en panne :

1. Les mesures incitatives sur le plan fiscal pour orienter l'investissement dans les TPE et PME sont donc vitales et doivent être développées et étendues ;
2. La TVA sociale devra faire l'objet d'une mise en oeuvre rapide ;
3. La suppression de la TVA interentreprises doit être considérée, tant elle finance l'Etat au prix de l'investissement, de l'emploi et donc du développement des entreprises ;
4. La réforme de la taxe professionnelle sera elle aussi incontournable ;
5. Mieux encadrer les relations avec les banques, baisser les frais bancaires abusifs...

Il faut garantir une véritable libre concurrence et lutter contre les oligopoles qui entravent le marché au détriment des consommateurs et du développement des entreprises, des emplois et de la croissance.

La simplification doit être poursuivie : l'externalisation totale du bulletin de salaire est un impératif, afin de supprimer les sources d'erreurs et de retard de paiement, si pénalisant.

Il faut réduire la fracture, entre le privé et le public, qui cause tant de tord au développement et à la croissance : il faut inscrire dans les textes la notion de service public conseiller, avant son rôle de contrôle et de répression.

Enfin, il faut arrêter de prendre des mesures qui s'appliquent ou intéressent systématiquement 6% des entreprises sans en évaluer l'effet sur les 94% restantes.

Pour cela, il serait bon que les Créateurs d'emplois et de richesse de France soient consultés.

Le Cerf est à l'origine du débat sur le pouvoir d'achat et la revalorisation du travail par la nécessaire augmentation des revenus. Il a lancé le débat sur les 35 heures avec l'idée de détaxer et défiscaliser les heures supplémentaires. Il est le seul à dénoncer le plan social annuel de plus de 260 000 emplois résultant des défaillances d'entreprises.

Le Cerf est la première plate-forme de représentation des Très Petites Entreprises. Il travaille à l'amélioration de l'environnement législatif et réglementaire pour l'exercice des activités créatrices d'emplois et de richesse.